



01 AUDIT ASSISTANCE

33 rue Anna Jacquin
92 100 Boulogne Billancourt
SARL au capital de 106.928 €

Commissaire aux comptes
Membre de la CRCC de Versailles



ERNST & YOUNG Audit

Tour First – TSA 14444
92037 Paris La Défense Cedex
SAS à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la CRCC de Versailles

LUCIBEL S.A

Société anonyme au capital de 10.519.961 €

**9 avenue Edouard Belin
92500 RUEIL MALMAISON
RCS Nanterre 507 422 913**

ASSEMBLEE GENERALE

**d'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 décembre 2017**

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

LUCIBEL S.A.

**Rapport spécial des commissaires aux comptes
sur les conventions réglementées
à l'assemblée générale ordinaire d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2017**

A l'Assemblée Générale de la société LUCIBEL S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

1 Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

1.1. Avec la société Etoile Finance

Mandataire concerné : M. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre Société et Gérant de la société Etoile Finance

Nature et objet : Fourniture de prestations de conseils par la société Etoile Finance, société holding détenant environ 20 % du capital de votre Société au 31 décembre 2017, en matière de politique de croissance et de développement du Groupe et de ses orientations stratégiques, en matière de développement, d'opérations d'investissement, de croissance externe, de stratégie financière, d'aide à la détermination des axes de développement commercial et d'innovation technologique notamment.

Modalités : Dans un contexte d'évolution et de développement des activités de votre Société et du Groupe, votre conseil d'administration, dans sa séance du 15 mars 2017, a autorisé la mise en place d'une nouvelle convention d'une durée de trois années entre votre Société et la société Etoile Finance. Les conditions financières associées à cette nouvelle convention sont demeurées inchangées par rapport à la convention de 2016. A ce titre, la rémunération mensuelle de la société Etoile Finance est demeurée fixée à 12.500 € hors taxes.

Motifs justifiant de son intérêt pour votre Société : votre conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société, a souhaité que votre Société puisse bénéficier de l'expertise de la société Etoile Finance en matière (i) de poursuite des mesures de restructuration tant sur votre Société que sur ses filiales en privilégiant et développant la mutualisation des ressources à l'intérieur du Groupe, et en mutualisant les besoins notamment en matière d'achats, de sous-traitance, d'assurances, d'utilisation de surfaces, (ii) de croissance externe eu égard à son expérience indiscutable en la matière, ce qui permettrait à votre Société d'étendre son périmètre afin d'en faire un acteur majeur de son secteur d'activité.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes des prestations de services de la société Etoile Finance comptabilisées en charges par votre Société sur l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'est élevé à 150.000 € hors taxes.

1.2 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services (SLMS)

Mandataires concernés : M. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre Société et membre du conseil d'administration de la société Schneider Lucibel Managed Services

M. Edouard Lebrun, Directeur Général Délégué de Lucibel SA et Directeur Général de SLMS.

Nature et objet : Convention de mise à disposition de personnel – Avenant 2

Modalités : Dans le cadre de la convention de mise à disposition de personnel conclue entre votre Société et la société Schneider Lucibel Managed Services, détenue à 47 % par votre Société, votre conseil d'administration, réuni en date du 15 mars 2017, a convenu de modifier le temps de travail retenu pour facturer la prestation effectuée par Monsieur Edouard Lebrun au profit de la société SLMS afin de tenir compte de l'évolution de sa charge de travail. Il a ainsi été décidé de le fixer à 20 %, à compter du 1^{er} juillet 2017. Les modalités de cette facturation restent inchangées, elle est basée sur son salaire fixe et variable, charges sociales comprises.

Motif justifiant de son intérêt pour votre Société : Le motif retenu par le Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette avenant pour la Société est une plus grande souplesse dans la répartition du travail en fonction des besoins de SLMS et de la Société et une refacturation exacte du temps passé calculée en fonction du salaire fixe et variable chargé du salarié concerné.

Dans le cadre de cet avenant, le montant de la mise à disposition de personnel refacturé par votre Société à la société SLMS s'est élevé, du 1^{er} juillet au 31 décembre 2017 à 10.248 euros hors taxes.

1.3 Avec la société LuciConnect

Mandataire concerné : M. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre Société et membre du conseil d'administration de LuciConnect

Nature et objet : Convention de mise à disposition de personnel

Modalités : Votre conseil d'administration, réuni en date du 15 mars 2017, a autorisé la mise en place d'une convention de mise à disposition d'un salarié au profit de la société LuciConnect, filiale à 70 % de votre Société ; cette mise à disposition s'effectuant à titre gratuit pour l'année 2017, année de lancement de l'activité.

Motif justifiant de son intérêt pour votre Société : votre Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société, a jugé opportun pour votre Société de facturer à LuciConnect le temps de travail que son salarié exécutait pour son compte aux conditions de rémunération de ce dernier chez Lucibel SA. La gratuité de son intervention sur l'année 2017 a été justifiée par le souci de ne pas pénaliser la filiale dans la période de lancement de son activité.

En conséquence, aucune facturation n'est intervenue sur cet exercice.

1.4 Avec la société LuciConnect

Mandataire concerné : M. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de votre Société et membre du conseil d'administration de LuciConnect

Nature et objet : Convention de services

Modalités : Votre conseil d'administration, réuni en date du 15 mars 2017, a autorisé la mise en place d'une convention de mise à disposition de personnel avec la société LuciConnect, filiale à 70 % de votre Société, dont l'objet est la fourniture par votre Société de prestations de services « corporate » récurrentes (comptabilité, droit des sociétés), rémunérées sur une base forfaitaire annuelle, ainsi que de services de domiciliation évalués de façon forfaitaire selon le nombre de mètres carrés utilisés par la société LuciConnect.

Motif justifiant de son intérêt pour votre Société : votre Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour votre Société, a considéré que dans le cadre de la gestion du groupe il était opportun de partager les compétences et d'optimiser les coûts pour votre Société.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes des prestations de services facturées par votre Société à la société LuciConnect sur l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'est élevé à 11.000 € hors taxes.

1.5 Avec Monsieur Yves-Henry BREPSON

Mandataire concerné : M. Yves-Henry Brepson, Directeur général délégué

Nature et objet : Avenant au contrat de mandat entre la Société et Monsieur Yves-Henry Brepson

Modalités : Le Conseil d'administration de la Société, réuni en date du 14 décembre 2017 a autorisé la mise en place d'un avenant au contrat de mandat de Monsieur Yves-Henry Brepson, directeur général délégué de la Société, ayant pour objet la suppression de la prise en charge par la Société d'une assurance perte d'emploi et le versement d'une indemnité globale et définitive d'un montant de 50.000 euros bruts en cas de révocation décidée sans juste motif ou de non renouvellement du mandat.

Motif justifiant de son intérêt pour votre Société : le Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour la Société, a considéré opportun de sécuriser la fonction de Monsieur Yves-Henry Brepson afin que celui-ci poursuive ses activités au sein de votre Société et que cette dernière bénéficie ainsi de sa compétence.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

2 Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

2.1 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services (SLMS)

Mandataires concernés : M. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de Lucibel S.A. et membre du conseil d'administration de la société Schneider Lucibel Managed Services

M. Edouard Lebrun, Directeur Général Délégué de Lucibel SA et Directeur Général de SLMS.

Nature et objet : Convention de services

Modalités : Votre Société a conclu avec la société Schneider Lucibel Managed Services, une convention dont l'objet est la fourniture par votre Société de prestations de services « corporate » récurrentes (comptabilité, droit des sociétés), rémunérées sur une base forfaitaire annuelle, de prestations ponctuelles, en matière de propriété intellectuelle notamment, évaluées au cas par cas sur la base d'un taux horaire forfaitaire ainsi que de services de domiciliation évalués de façon forfaitaire selon le nombre de mètres carrés utilisés par la société SLMS.

Réexamen en application de l'article L. 225-40-1 du code de commerce : Votre conseil d'administration, réuni en date du 15 mars 2017, a pris acte de la poursuite de cette convention de services.

Dans le cadre de cette convention, le montant total des prestations de services facturées par votre Société à la société SLMS sur l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'est élevé à 60.923 € hors taxes.

2.2 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services (SLMS)

Mandataire concerné : M. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de Lucibel S.A. et membre du conseil d'administration de la société Schneider Lucibel Managed Services

M. Edouard Lebrun, Directeur Général Délégué de Lucibel SA et Directeur Général de SLMS.

Nature et objet : Convention de mise à disposition de personnel (avenant n° 1)

Modalités : Votre Société a conclu, avec la société Schneider Lucibel Managed Services une convention dont l'objet est la mise à disposition de personnel à temps partiel. Les modalités de facturation ont été revues par le conseil d'administration dans sa séance en date du 15 décembre 2016, modalités qui se sont appliquées au cours du 1^{er} semestre 2017. La contrepartie financière de cette prestation a été fixée, en fonction du temps passé, à 40 % de la rémunération fixe et variable chargée du personnel mis à disposition.

Réexamen en application de l'article L. 225-40-1 du code de commerce : Votre conseil d'administration, réuni en date du 15 mars 2017, a pris acte de la poursuite de cette convention de mise à disposition de personnel. Il a confirmé les modalités de facturation précédemment arrêtées jusqu'au 30 juin 2017.

Dans le cadre de cette convention, le montant total facturé par votre Société à la société SLMS s'est élevé à 30.160 € hors taxes pour la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017.

2.3 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services (SLMS)

Mandataire concerné : M. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de Lucibel S.A. et membre du conseil d'administration de la société Schneider Lucibel Managed Services

M. Edouard Lebrun, Directeur Général Délégué de Lucibel SA et Directeur Général de SLMS.

Nature et objet : Convention de services de la société Schneider Lucibel Managed Services à votre Société

Modalités : Votre Société a conclu une convention de services avec la société Schneider Lucibel Managed Services, dont l'objet est la fourniture par la société SLMS à votre Société de prestations intellectuelles de support en matière de développement LiFi et d'intégration réseau, rémunérées sur une base forfaitaire mensuelle. Cette convention de services a été conclue à compter du 1^{er} septembre 2016 jusqu'au 31 décembre 2017.

Réexamen en application de l'article L. 225-40-1 du code de commerce : Votre conseil d'administration, réuni en date du 15 mars 2017, a pris acte de la poursuite de cette convention.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes de ces prestations facturé par la société SLMS à votre Société sur l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'est élevé à 78.000 euros.

2.4 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services (SLMS)

Mandataire concerné : M. Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de Lucibel S.A. et membre du conseil d'administration de la société Schneider Lucibel Managed Services

M. Edouard Lebrun, Directeur Général Délégué de Lucibel SA et Directeur Général de SLMS.

Nature et objet : Convention d'avance en compte courant

Modalités : Votre conseil d'administration a autorisé le 15 décembre 2016 la mise en place d'une convention d'avance en compte courant avec la société Schneider Lucibel Managed Services, d'un montant de 100.000€, le versement devant intervenir au premier trimestre 2017. Cette convention a été conclue pour une durée de douze mois. L'avance consentie est productive d'un intérêt annuel calculé suivant le taux moyen mensuel de l'EURIBOR trois mois, tel qu'il est publié par la Fédération Bancaire Européenne, augmenté d'une marge de 2 %.

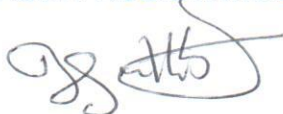
Réexamen en application de l'article L. 225-40-1 du code de commerce : Votre conseil d'administration, réuni en date du 15 mars 2017, a pris acte de l'exécution et de la poursuite de cette convention.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes facturé par la Société à SLMS sur l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'est élevé à 1.012 euros HT.

Fait à Boulogne Billancourt et à Paris-La Défense, le 11 mai 2018

Les commissaires aux comptes

01 AUDIT ASSISTANCE



Brigitte GUILLEBERT

Commissaire aux comptes associée

ERNST & YOUNG Audit



Pierre-Henri PAGNON

Commissaire aux comptes associé